

Le football, vecteur ambigu de la construction européenne

ANALYSE

L'Europe, oui, court de l'Atlantique à l'Oural. Dans les discours archivés du général de Gaulle, mais aussi dans les stades d'aujourd'hui. Jusque-là organisé dans un, voire deux pays tout au plus, le championnat d'Europe de football (l'« Euro ») se dispute, en 2021, sur le sol de onze pays. De l'Azerbaïdjan (Bakou) ou la Russie (Saint-Pétersbourg) à l'Allemagne (Munich) ou l'Italie (Rome). La finale est fixée au 11 juillet à Londres, désormais hors de l'Union européenne (UE).

L'Europe politique, celle de l'UE, compte 27 Etats membres à Bruxelles depuis le retrait du Royaume-Uni, le 31 janvier 2020. C'est moins que le Conseil de l'Europe (47 pays), chargé des droits humains à Strasbourg. Et encore moins que l'Union des associations européennes de football (UEFA). Cette dernière, inscrite au registre du commerce et établie à Nyon (Suisse), se définit comme « neutre politiquement ». Aussi puissante qu'indépendante. Son terrain de jeu est vaste : 55 fédérations nationales dont 24 prennent part à la phase finale de l'Euro actuel. La dislocation de l'Union soviétique, puis celle de la Yougoslavie, ont multiplié les entités distinctes au sein d'un même espace. Et Israël, membre de la Confédération asiatique et champion d'Asie en 1964, victime du boycott de nombreux pays de la zone asiatique, est devenu membre de l'UEFA en 1994.

Après la seconde guerre mondiale, la Fédération internationale de football poussait à

la création de confédérations continentales. L'UEFA naît en 1954, la même année que son équivalent asiatique et trois ans avant celui d'Afrique. La Confédération sud-américaine, elle, existe depuis 1916. A l'échelle du continent européen, la décennie 1950 coïncide avec la signature du traité de Rome (1957) créant la Communauté économique européenne (CEE) ou avec l'invention d'un télé-crochet, l'Eurovision.

S'affranchir des logiques de guerre froide

Les deux Europe, footballistique et politique, ont grandi d'abord chacune de leur côté. Au plan politique, la construction européenne a rencontré « un gros problème d'adhésion des peuples », estime William Gasparini, coordinateur du livre *L'Europe du football - sociohistoire d'une construction européenne* (Presses universitaires de Strasbourg, 2017). « Elle restait une affaire économique et d'élite, il n'y avait pas encore de démocratie au sens large [premières élections européennes en 1979] », précise le sociologue. A l'inverse, par sa popularité, « le football pouvait apparaître comme un puissant vecteur d'europanisation des citoyens ». Un processus complexe, comme en témoigne la « une » de *L'Equipe* du 16 juin : « Comme en 18 ». Pour illustrer la victoire de la France sur l'Allemagne, pour son premier match de l'Euro 2021, la veille, le quotidien sportif a choisi de jouer sur l'ambiguïté en faisant référence à la fois à la victoire des Bleus lors de la Coupe du monde 2018, mais aussi, implicitement, à celle des Alliés en 1918.

Alors que la CEE se limitait à six pays d'Europe de l'Ouest, l'UEFA a, d'emblée, cherché à s'affranchir des logiques de guerre froide. L'Euro illustre bien cette ouverture. Pour sa première édition, cette Coupe d'Europe des nations réunit en finale deux rivales du bloc socialiste : l'Union soviétique prend le dessus sur la Yougoslavie, à Paris, en juillet 1960. Un match « disputé sous la pluie et devant seulement 17 000 spectateurs », note alors *Le Monde*. La chiche assistance du Parc des Princes aura eu le privilège d'observer « l'araignée noire » : le Soviétique Lev Yachine, gardien de but, toujours en tenue sombre.

Comme pour la Coupe du monde lancée en 1930 par le Français Jules Rimet, alors président de la Fédération internationale de football association (FIFA), l'initiative de la nouvelle compétition européenne revient à un ancien dirigeant de la Fédération française de football, Henri Delaunay. L'intérêt pour l'Euro grandira au fil des décennies et de sa médiatisation. Le Championnat finira par matérialiser « le projet ancien d'un championnat d'Europe visant, non à construire une identité européenne, mais à distinguer des styles de jeu fondés sur une conception ethnoculturelle de la nation, afin d'établir une hiérarchie sportive entre les peuples », écrit Paul Dietschy, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Franche-Comté, dans la revue scientifique *Pôle Sud*, en 2017. Pour lui, « le succès populaire de l'Euro est aujourd'hui un indice très sûr de la force ambivalente du sentiment national qui s'exprime autant dans un

patriotisme convivial et festif que dans un ultranationalisme violent et agressif ».

Des compétitions de clubs contribuent aussi à structurer le paysage. En particulier la Ligue des champions, autre initiative française, celle du quotidien *L'Equipe* dès 1955. En football, « les représentations mentales de la géographie de l'Europe » demeurent « très stables ». « L'Europe, ce sont les pays membres de l'UEFA », affirme Philippe Vonnard, historien du sport et chercheur à l'université de Lausanne, au quotidien suisse *Le Temps*.

Les années 1990 accentueront la libéralisation de toutes parts. A la libre circulation des capitaux et des marchandises au sein du marché unique répond la libre circulation des sportifs professionnels avec l'« arrêt Bosman » de la Cour de justice des communautés européennes, en 1995. L'UE tardera à considérer le sport comme un de ses champs de compétences. Il faudra attendre 2009 pour que le traité de Lisbonne souligne le rôle de l'Union dans ce domaine : « Appuyer, coordonner ou compléter l'action des Etats membres. » Mais l'UE semble bien en peine d'intervenir dans un domaine ultrasensible : la régulation du football européen d'élite. Il y a bien depuis 2010, la règle de l'UEFA du « fair-play financier » visant à empêcher les clubs professionnels de dépenser davantage qu'ils ne gagnent. Cela n'empêche pas l'hyperinflation salariale de perdurer. Ni la menace de certains clubs, parmi les plus fortunés, de créer, un jour, une Super Ligue à leur profit exclusif. ■

ADRIEN PÉCOUT (SERVICE SPORTS)

ALORS QUE LA CEE SE LIMITAIT À SIX PAYS D'EUROPE DE L'OUEST, L'UEFA A, D'EMBLÉE, CHERCHÉ À S'AFFRANCHIR DES LOGIQUES DE GUERRE FROIDE



CHRONIQUE | PAR MARIE CHARREL

Salaires minimum : la lente convergence

La Hongrie de Victor Orban n'est pas un paradoxe près. Le 10 juin, le premier ministre nationaliste, candidat à sa réélection en 2022, a promis de relever le salaire minimum de 167 400 à 200 000 forints (de 476 à 570 euros) par mois, en une ou plusieurs étapes. Soit une hausse de 19,4 %, qu'il promet d'accompagner par des baisses de taxes pour les entreprises. Certes, cette annonce a une visée purement électoraliste. Certes, le salaire minimum hongrois restera malgré tout l'un des plus bas de l'Union européenne (UE), devant celui de la Bulgarie (332,30 euros) et de la Roumanie (458 euros).

Cette promesse tranche néanmoins quelque peu avec l'opposition récurrente d'une partie des pays de l'Est, notamment la Hongrie, à la convergence fiscale et sociale en Europe. Et pour cause : le bas coût du travail a permis à la région d'attirer les industries en quête de main-d'œuvre bon marché. Après la chute du bloc communiste, la Pologne, la Slovaquie ou encore la République tchèque ont ainsi profité de la relocalisation d'une partie des chaînes de production automobiles allemandes, au profit de leur croissance.

Mais ce modèle atteint ses limites. La montée en gamme industrielle à laquelle aspirent désormais ces pays s'accompagnera, forcément, d'une remontée des salaires. Elle a déjà commencé. D'autant que les classes populaires et moyennes locales sont demandeuses d'un modèle social plus généreux. C'est d'ailleurs en promettant de répondre à ces aspirations que Droit et justice (PiS), le parti eurosceptique polonais, est revenu au pouvoir en 2015. Dans le cadre d'une vaste politique d'allocations, il a notamment distribué 500 zlotys (110 euros) par enfant et par mois aux familles, sans conditions de revenu. M. Orban s'ins-

pire aujourd'hui du PIS en promettant, lui aussi, des aides aux Hongrois.

De telles mesures sont loin de remplacer la construction d'un véritable Etat-providence et elles s'accompagnent d'un volet conservateur et autoritaire sur le plan sociétal. Il n'empêche : doucement mais sûrement, le « rattrapage » de l'Est se poursuit. « Les Etats membres de l'UE ont vu leurs salaires minimums, tout comme leurs salaires moyens, converger durant la décennie passée », souligne une récente étude de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound).

Deux tendances à l'œuvre

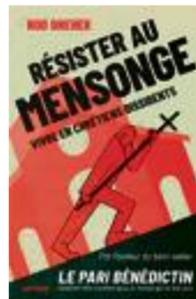
Cette convergence est le fruit de deux tendances : la croissance modeste des salaires minimums dans les pays où leur niveau est élevé (Belgique, France, Allemagne, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas) et le « progrès remarquable », note Eurofound, de ceux des pays dans lesquels ils sont encore faibles, comme la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne ou la République tchèque, où ils ont presque doublé sur la période. Ce n'est pas tout : contrairement à la crise de 2008, où nombre d'Etats avaient taillé ou gelé les salaires minimums, la plupart d'entre eux les ont maintenus, voire augmentés, en 2020 (+ 3 % en moyenne).

C'est une bonne nouvelle. Même si l'est loin d'être acquis, le projet de directive sur l'instauration d'un salaire minimum commun dans l'UE, défendu par la Commission, pourrait apporter une pierre de plus à cette lente convergence sociale. Mais celle-ci n'aura de sens que si elle s'accompagne également d'une convergence fiscale. Là aussi, les choses bougent : le 5 juin, les ministres des finances du G7 se sont entendus sur l'instauration d'un taux minimal d'impôt sur les sociétés (IS) de 15%. L'accord doit encore être approfondi et il soulève l'opposition des pays qui ont misé sur un IS léger, comme l'Irlande ou la Hongrie (9 %).

Mais tout de même : « Cet impôt minimal mondial va mettre fin à la course vers le bas de la taxation des entreprises et apporter de la justice pour les travailleurs », a souligné le secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, dans la foulée du G7. Osons un peu d'optimisme : pour peu que les Etats poursuivent vraiment leurs efforts en la matière, la pandémie marquera, peut-être, la fin du dumping social et fiscal au sein de l'UE. ■

CONTRAIREMENT À LA CRISE DE 2008, OÙ NOMBRE D'ETATS AVAIENT TAILLÉ OU GELÉ LES SALAIRES MINIMUMS, LA PLUPART D'ENTRE EUX LES ONT MAINTENUS, VOIRE AUGMENTÉS, EN 2020

CROISADE CONTRE LA « DÉRIVE DE L'OCCIDENT »



RÉSISTER AU MENSONGE. VIVRE EN CHRÉTIENS DISSIDENTS

de Rod Dreher, traduit de l'anglais par Hubert Darbon, Artège, 240 p., 18 euros

LIVRE

Journaliste et essayiste, Rod Dreher est l'un des auteurs les plus influents de la droite religieuse aux Etats-Unis. Face à une Amérique qui se sécularise, il défend le « localisme », un repli des chrétiens au sein de communautés où ils vivent en accord avec leur foi. C'était le thème principal de *Pari bédictin* (Artège, 2017). Proche du manuel, l'ouvrage qu'il propose aujourd'hui va plus loin : il souhaite aider ses lecteurs à « résister au mensonge ».

A l'ère de la contre-vérité, de la désinformation, ce que l'on définit comme faux en dit long sur nos opinions politiques. Pour Rod Dreher, si les démocraties libérales tournent au « soft totalitarisme », diffusant des mensonges auxquels chacun est sommé d'adhérer, c'est qu'elles sont sous l'emprise du « wokisme » de la gauche radicale, féroce engagée contre le racisme. Dreher définit le phénomène en « un ensemble de croyances progressistes incompatibles avec la plus élémentaire logique – et certainement avec le

christianisme ». Ce système de pensée ne serait cependant pas diffusé principalement par l'Etat, mais plus par les grandes entreprises des nouvelles technologies, les Gafam, dont les salariés ont généralement étudié à l'université. C'est là que prospère « une mouvance qui cherche à réduire l'histoire de l'Occident à son seul passé colonial et esclavagiste ».

« Demain, ce sera pire encore »

Le recul de la liberté ne peut être mieux compris que par ceux qui ont déjà vécu une telle régression. Rod Dreher se rend pour cette raison dans les anciens pays du bloc communiste. Il y multiplie les rencontres, Kamila Bendova, la veuve de Vaclav Benda (1946-1999), intellectuel et dissident tchèque, signataire de la Charte 77 qui donna naissance au mouvement de dissidence dans la Tchécoslovaquie soviétique ; un historien slovaque ; une famille russe orthodoxe habitant Moscou... Chaque fois, la mise en garde est la même : lentement, sans que vous vous en aperceviez, ce qui s'est passé chez nous est en train de se produire

chez vous. Le même zèle révolutionnaire s'est emparé des esprits, les intellectuels prêchent une transformation radicale de la société, imposent leur vision du monde par l'intimidation. Hier, c'était le mariage gay, demain ce sera pire encore, estiment-ils.

Nombreux sont les penseurs et écrivains conservateurs qui font le pèlerinage dans les démocraties libérales d'Europe orientale. Face à ce qui est considéré comme une dérive morale de l'Occident, une radicalisation est en cours et l'intolérance se banalise.

Rod Dreher ne s'en cache pas : il confessait, dans son blog, être d'accord avec le premier ministre hongrois Orban, lorsque celui-ci a décidé, en 2019, de retirer leur accréditation officielle aux études de genre, qui s'intéressent aux inégalités entre femmes et hommes. « Il y a encore dix ans, bien que n'appréciant pas les études de genre, j'aurais plaidé pour que l'Etat laisse les universités tranquilles en la matière. Aujourd'hui, je soutiens pleinement ce que le gouvernement Orban a fait. » ■

MARC-OLIVIER BHERER

Alliance contre le pouvoir chinois | PAR SERGUEI

